

L'Iran exige un dégel de ses actifs avant d'accepter un protocole d'accord avec Trump

GUERRE EN IRAN

Le blocus du détroit d'Ormuz s'intensifie, illustrant les tensions croissantes entre les Etats-Unis et l'Iran.

Alors que les négociations piétinent, Téhéran multiplie les revendications et Washington tente de rallier les pays du Golfe aux accords d'Abraham.

Anne Bauer

Les « cessez-le-feu » sont décidément bien peu respectés. Alors qu'Israël intensifie ses frappes au Sud Liban contre le Hezbollah, avant de se voir imposer un mauvais cessez-le-feu par la Maison-Blanche, les forces américaines et iraniennes ont échangé leurs premiers coups de feu directs dans la nuit de lundi à mardi. L'Iran a aussitôt accusé les Etats-Unis d'avoir violé le cessez-le-feu, alors que les armes s'étaient quasiment tues depuis le 8 avril.

Constatant des mouvements suspects iraniens, les Etats-Unis ont visé « des sites de lancement de missiles et des embarcations iraniennes qui tentaient de poser des mines », pendant la nuit. L'Iran de son côté met en cause une violation de son espace aérien et revendique des tirs sur des F35 et la destruction d'un drone Reaper.

Un scénario répétitif

A ce stade aucun accord ne se dessine davantage qu'il y a deux jours ou qu'il y a un mois et les navires restent coincés dans le fond du golfe Persique. L'accord promis par Donald Trump pendant tout le week-end s'éloigne à nouveau, et les Iraniens se renforcent de jour en jour, au fur et à mesure que la perspective d'une opération militaire d'ampleur des Etats-Unis s'éloigne. La séquence de ce week-end semble

désormais suivre un schéma : Donald Trump pêche par optimisme et annonce un accord imminent. Les Iraniens tournent autour du sujet, avec des déclarations rassurantes. « Nous sommes parvenus à une conclusion sur une grande partie des questions », déclarait ainsi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Esmail Baghaei.

Puis les « ultras » tapent sur la table et font de la surenchère. Cette fois-ci, c'est une déclaration de l'invisible Guide suprême, âgé de 56 ans, qui a remis le feu. Il a ainsi rappelé qu'en cas d'accord, les Etats du Golfe, cibles des missiles et drones iraniens, ne pourraient plus rester dans le statut d'avant le conflit. « Les pays de la région ne serviront plus de boucliers aux bases américaines », a déclaré Mojtaba Khamenei. Et d'ajouter que les Etats-Unis, sans bases militaires dans la région, « s'éloignent chaque jour de leur ancien statut ».

Surenchère sur surenchère. Désormais à la libération du détroit d'Ormuz, le dégel des avoirs iraniens et le dossier nucléaire, s'ajoutent deux chantages différents sur les pays du Golfe. L'Iran demande un pacte de non-agression et donc le démantèlement des bases américaines. La Maison-Blanche contre-attaque et propose à tous les Etats du Golfe de signer les accords d'Abraham, jusqu'ici ratifiés par les Emirats arabes unis (EAU) et Bahreïn dans le Golfe et par le Maroc et le Soudan. Les accords d'Abraham, signés en 2020 lors du premier mandat de Donald Trump, normalisent les relations diplomatiques avec Israël. Evidemment pour l'Etat hébreu, un Abraham bis avec l'Arabie saoudite et le Qatar serait une belle prise. Mais le scénario est très peu réaliste.

Sauver la face

« Donald Trump cherche à sauver la face et à s'abriter derrière les demandes de négociations des Etats du Golfe, accusés par l'échec de la campagne militaire, pour excuser ses reculades et sa hâte de négocier la libération d'Ormuz. Quant à la proposition faite aux Etats du Golfe de se



Des navires immobilisés dans le détroit d'Ormuz, photographiés depuis Musandam, Oman, le 25 mai 2026. Photo Stringer/Reuters

rallier aux accords d'Abraham, c'est un lot de consolation pour amadouer Benyamin Netanyahu. Il y a très peu de chances que l'Arabie saoudite aille sur ce terrain, en tout cas pas tant qu'il n'y aura pas de progrès tangible sur un Etat palestinien », estime le politologue Antoine Basbous, associé chez Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes. D'autant plus que l'Arabie saoudite n'a plus confiance dans la force américaine et mise aussi sur une alliance militaire avec le Pakistan, un Etat nucléaire qui a le soutien de la Chine.

Les Iraniens en quête d'argent

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, et le ministre des Affaires étrangères

Abbas Araghchi, se sont rendus lundi à Doha au Qatar, une première depuis le début de la guerre. Ils sont accompagnés du gouverneur de la banque centrale, Abdolnasser Hemmati. Ils souhaitent un dégel immédiat de 12 milliards de dollars de leurs actifs, à envoyer à Moscou sous le parrainage du Pakistan. En échange, ils dégageraient le détroit d'Ormuz. Impatient, le président Trump était prêt à accepter la transaction financière, jusqu'à ce que Benyamin Netanyahu lui rappelle avec qui il négocie vraiment. Il n'y a pas de chiffre officiel sur le montant total des avoirs bloqués dans des banques à l'étranger en raison des sanctions américaines, mais les médias iraniens l'ont récemment estimé entre 100 et 123 milliards de dollars. ■

Les Etats-Unis remettent la pression sur la Chine

Les pays du Quad (Etats-Unis, Inde, Japon et Australie) annoncent la construction d'infrastructures portuaires aux îles Fidji, dans une zone convoitée par Pékin.

Clément Perruche

—Correspondant à New Delhi

Montrer des signes de vie. C'était la mission des ministres des Affai-

coopération « ne devrait pas être dirigée contre aucune tierce partie », a déclaré son porte-parole.

Relancer le Quad

Pour les pays du Quad, il s'agissait de montrer que le groupe n'était pas en état de mort cérébrale à cause de Trump et de son aversion pour le multilatéralisme. Aucune réunion des dirigeants des pays formant le Quad n'a pu être organisée depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche, en raison